RCO04 - ENTREPRISES BÉNÉFICIAIRE D'UN SOUTIEN NON FINANCIER

Carte d'identité de l'indicateur (1)

PROGRAMME ET/OU COMPLÉMENT	PO 2021-2027 CP 2021-2027	
OBJECTIF(S) SPÉCIFIQUE(S)	1.3	Le renforcement de la croissance durable et la compétitivité des PME et la création d'emplois dans les PME, y compris par des investissements productifs
	2.6	Favoriser la transition vers une économie circulaire et efficace dans l'utilisation des ressources
MESURE(S)	6	Accompagnement des entreprises et des porteurs de projets entrepreneuriaux
	11	Soutien des entreprises vers l'économie circulaire et l'utilisation durable des ressources
CATÉGORIE/TYPE	Indicateur de réalisation	
ZONE(S) CONSIDÉRÉE(S)	Moins développée En transition Plus développée	
UTILISÉ DANS FTJ	NON	
INDICATEUR CE	OUI	

Carte d'identité de l'indicateur (2)

INTITULÉ CALISTA	Entreprises bénéficiant d'un soutien non financier
UNITÉ DE MESURE	Nombre d'entreprises
CONSTITUE L'AGRÉGATION DE SOUS-INDICATEURS	Oui, pour la mesure 6, du RCO05 (nouvelles entreprises)
EST UN SOUS-INDICATEUR (SUBSET)	Oui, du RCO01 (seulement dans le reporting à la CE)
INTERDÉPENDANCE AVEC UN AUTRE INDICATEUR	Oui, dans la mesure 6, il compose partiellement le MSO12
CARACTÈRE FIGÉ/ÉVOLUTIF	Évolutif

Description et quantification de l'indicateur

Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier. Les entreprises sont comptées si elles reçoivent le soutien non financier d'une manière structurée comme, par exemple, via les services d'un incubateur ou encore d'un opérateur d'accompagnement d'entreprises. Le soutien fourni doit être documenté. Les interactions ponctuelles (ex : appels téléphoniques pour demandes d'informations) ne sont pas incluses.

Exemples de soutien non financier : services tels que services de conseil (assistance-conseil et formation pour l'échange de connaissances et d'expérience, etc.) ou des services de soutien (mise à disposition d'espace, sites web, banques de données, bibliothèques, étude de marché, manuels, travail et modèles de documents, etc.) ou encore des livrables aux entreprises rendus sous forme de diagnostic ou de suivi.

L'entreprise est la plus petite combinaison d'unités légales qui soit une unité organisationnelle de production de biens et de services, qui bénéficie d'un certain degré d'autonomie dans la prise de décision, en particulier pour l'affectation de ses ressources actuelles. Une entreprise exécute une ou plusieurs activités à un ou plusieurs endroits. Une entreprise peut être une unité légale unique.

Les unités légales comprennent les personnes morales dont l'existence est reconnue par la loi indépendamment des individus ou des institutions qui peuvent les posséder ou en sont les membres, tels que les sociétés en nom collectif, les sociétés à responsabilité limitée, sociétés anonymes, etc.

Selon le droit belge et le code des sociétés et des associations, il s'agit des personnes morales constituées en société dotée de la personnalité juridique ou en groupement européen d'intérêt économique.

Les unités légales comprennent également les personnes physiques qui sont engagées dans une activité économique et disposent à cet effet d'un numéro d'entreprise.

Aux fins de cet indicateur, les entreprises sont axées sur le profit et produisent des biens et des services pour satisfaire les besoins du marché.

Classement des entreprises :

- Micro-entreprise (≤ 10 employés et chiffre d'affaires annuel ≤ 2 millions d'euros ou bilan ≤ 2 millions d'euros) ;
- Petite entreprise (10-49 employés et chiffre d'affaires annuel > 2 millions d'euros et ≤ 10 millions d'euros ou bilan > 2 millions d'euros et $\leq$ EUR 10 million);

DÉFINITION

	• Moyenne entreprise (50-249 employés et chiffre d'affaires annuel >10 millions d'euros et ≤ 50 millions d'euros ou bilan > 10 millions d'euros et ≤ 43 millions d'euros) ; • Grandes entreprises (> 250 salariés et chiffre d'affaires > 50 millions d'euros ou bilan > 43 millions d'euros). Si l'un des 2 seuils (salariés et chiffre d'affaires/bilan annuel) est dépassé, les entreprises doivent être classées dans la catégorie de taille supérieure. (ESTAT basé sur la recommandation CE 2003/361/CE, annexe, articles 2-3). La taille de l'entreprise prise en charge est mesurée au moment de la demande.
MÉTHODE DE CALCUL	<u>Objectif 2024</u> : estimation du nombre d'entreprises accompagnées au 31/12/2024.
	<u>Objectif 2029</u> : estimation du nombre d'entreprises accompagnées au 31/12/2029.
	<u>Calcul du réalisé une fois le projet sélectionné</u> : comptabilisation du nombre d'entreprises accompagnées à la date de rapportage.
	<u>Points d'attention</u> : • La valeur de l'objectif 2029 cumule la valeur de l'objectif 2024 et les prévisions de réalisation entre 2024 et 2029. • La valeur de l'indicateur "réalisé" se calcule dès que l'entreprise reçoit le livrable associé au service presté. • La valeur de l'indicateur "réalisé" reprend la valeur de ce qui a été réalisé depuis le début du projet jusqu'à la date de rapportage. • La liste des entreprises comptabilisées dans le calcul du réalisé devra être fournie. • Les entreprises sont comptées dans la mesure où elles ont fait l'objet d'un livrable issu des catégories 3, 4 et/ou 8 du référentiel de produits. • La liste complète des entités juridiques admissibles est accessible via le site de la Banque Carrefour des Entreprises. • Les associations et les fondations sont exclues de la comptabilisation. • Une entreprise ne peut être comptabilisée qu'une seule fois sur le même projet au sens du FEDER (même si elle a fait l'objet de plusieurs livrables).
SOURCE DE COLLECTE DES DONNÉES	Porteurs de projets/bénéficiaires directs/organisme intermédiaire
FREQUENCE DE COLLECTE DES DONNEES	Semestrielle